

Chaque dossier de candidature comprend :

1° Une demande d'admission à subir les épreuves datée et signée et mentionnant les nom, prénoms et adresse du candidat.

Cette demande indique la date de prise de rang dans le grade d'ingénieur des travaux, la nature des services effectifs accomplis depuis cette date et, le cas échéant, la langue étrangère sur laquelle le candidat désire être interrogé ; elle rappelle, en outre, les concours précédents auxquels le candidat a pris part.

2° Une note rédigée par le candidat et mentionnant :

a) Ses études, les noms des établissements fréquentés, les diplômes obtenus, ses recherches et travaux ;

b) Le cas échéant, copie des diplômes ou titres prévus à l'article 16 (§ b, 2° alinéa) du décret n° 55-426 du 4 juin 1965 susvisé.

3° Une attestation datée et signée par laquelle le candidat s'engage à servir pendant cinq ans dans le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts s'il est apte à être nommé et titularisé dans ce corps à sa sortie de l'école. Cette attestation devra, en outre, mentionner que l'intéressé reconnaît avoir été informé qu'il aurait à rembourser les dépenses de toute nature résultant de son entretien à l'école nationale du génie rural, des eaux et des forêts si, pour un motif quelconque autre qu'un cas de force majeure, il n'accomplissait pas les cinq années prévues.

4° Un rapport du chef de service sur les services rendus par le candidat et sa manière de servir.

Art. 4. — La liste des candidats autorisés à concourir est arrêtée par le ministre de l'agriculture.

Art. 5. — Il est attribué à chacune des épreuves une note numérique de 0 à 20. Chacune des notes est multipliée par le coefficient correspondant à l'épreuve et fixé par l'article 1^{er}. La somme des produits ainsi calculés forme le nombre total des points obtenus par chaque candidat pour l'ensemble des épreuves.

Seuls peuvent être admis à subir les épreuves orales les candidats ayant obtenu au moins la moitié au maximum des points que comporte l'ensemble des épreuves écrites.

Seuls peuvent être classés à l'issue des épreuves orales les candidats ayant obtenu au moins les trois cinquièmes du nombre maximal de points que comporte l'ensemble des épreuves écrites et orales obligatoires.

Après délibérations, le jury peut éliminer du concours tout candidat ayant obtenu dans une des matières, à l'écrit ou à l'oral, une note inférieure à 5.

Les notes obtenues pour l'épreuve facultative ne peuvent entrer en ligne de compte que dans la mesure où elles excèdent la note 10 sur 20 et pour le seul classement des candidats, à l'issue des épreuves écrites et orales obligatoires.

Art. 6. — Le jury arrêté, compte tenu du nombre de places, une liste de classement définitif, par ordre de mérite, des candidats déclarés aptes à l'emploi d'ingénieur élève du génie rural, des eaux et des forêts et la remet au ministre accompagnée d'un rapport sur l'ensemble des épreuves.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture procède dans la limite des places offertes à la nomination des candidats.

Art. 8. — Les dispositions du présent arrêté abrogent celles des arrêtés des 22 janvier 1960 et 10 avril 1963 et des arrêtés des 7 avril 1953 et 16 mars 1964.

Fait à Paris, le 25 mars 1966.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
JEAN PINCHON.

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES

Budget de l'établissement national de bienfaisance de Saint-Maurice.

Par arrêté interministériel en date du 24 février 1966, le budget primitif 1966 de l'établissement national de bienfaisance de Saint-Maurice a été fixé à la somme de 21.332.576 F.

Sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 21 avril 1966, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste dite Mutuelle générale de la sidérurgie, n° 54-695, 10, avenue de Saintignon, Longwy-Bas.

Modification de la liste des médicaments remboursables aux assurés sociaux.

Rectificatif au Journal officiel du 27 mars 1966 :

Page 2505, 2^e colonne, lettre H, 3^e ligne, au lieu de : « *78-73 Hexacycline... », lire : « *78-73 Hexacycline... ».

Page 2507, 1^{re} colonne, 47^e ligne, rayer la ligne commençant par : 42-16 5.501 M. D. ...

Page 2508, 2^e colonne, 81^{re} et 82^e ligne, rayer les lignes commençant par :

27-844-1 Solucamphre Sodé...

27-844-2 Solucamphre Sodé...

Page 2509, 1^{re} colonne, 35^e ligne, rayer la ligne commençant par : *1-142-3 Tubocurarine Bruneau...

Rectificatif au Journal officiel du 14 avril 1966 : page 2969, 1^{re} colonne, 15^e ligne, au lieu de : « 78-217 Liptocodine, sirop... », lire : « 78-217 Lyptocodine, sirop... ».

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre des affaires sociales et du secrétaire d'Etat au budget en date du 26 avril 1966, M. Fliptetti (André), administrateur civil de 1^{re} classe, rattaché pour sa gestion au ministère des affaires sociales, est placé en position de détachement, pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} juin 1965, en qualité de directeur du centre psychothérapique départementale de Montfavet (Vaucluse).

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Création d'un diplôme de fin d'études du centre de formation d'éducateurs sportifs à l'institut national des sports.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu l'arrêté du 10 juin 1963 relatif au recrutement des élèves de centres d'éducateurs sportifs et de plein air, modifié par l'arrêté du 18 mars 1964 ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 2 février 1966 portant délégation de signature à M. Marceau Crespin, directeur des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le stage effectué au centre de formation d'éducateurs sportifs créé à l'institut national des sports est sanctionné par un diplôme de fin d'études délivré à la suite d'un examen.

Art. 2. — Sont seuls autorisés à faire acte de candidature à l'examen les stagiaires du centre de formation d'éducateurs sportifs recrutés conformément à l'arrêté du 10 juin 1963, modifié par l'arrêté du 18 mars 1964 susvisé, et à la condition qu'ils aient suivi régulièrement les cours pendant la durée du stage prévu.

Art. 3. — Le jury chargé d'examiner les candidats à l'examen donnant droit au diplôme comprend :

Président.

Le directeur des sports, ou son représentant.

Membres.

Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant, deux représentants de l'inspection de la jeunesse et des sports.

Un administrateur civil ou un agent supérieur du ministère de la jeunesse et des sports.

Des membres du corps enseignant de l'institut national des sports ou de l'école normale supérieure d'éducation physique et sportive ; leur nombre sera fonction du nombre de candidats et des spécialités choisies par ceux-ci.

Art. 4. — Les sujets des épreuves écrites de l'examen sont choisis sur proposition du président du jury par le ministre de la jeunesse et des sports.

Art. 5. — L'examen prévu à l'article 1^{er} comporte les épreuves suivantes (notées de 0 à 20) :

A. — Epreuves écrites.

1° Epreuve de connaissances administratives (coefficient 2).

2° Epreuve de connaissances sportives (coefficient 2).

3° Epreuve de culture générale (coefficient 1).

4° Epreuve de sciences appliquées au sport (coefficient 1).

B. — Epreuves pédagogiques et de démonstration.

1° Organisation et présentation d'une séance de perfectionnement de cadres (coefficient 2).

2° Appréciation et critique d'une séance d'entraînement (coefficient 3).

3° Exposé technique pour formation de cadres (coefficient 2).

Pour l'option « natation » chacune des épreuves pédagogiques et de démonstration définies ci-dessus devra comporter obligatoirement une interrogation sur la natation sportive proprement dite et une interrogation sur l'une des trois spécialités suivantes : water polo, plongeon ou ballets nautiques.

C. — Epreuves orales.

1° Technique sportive (coefficient 1).

2° Organisation nationale des activités physiques et sportives (coefficient 1/2).

3° Organisation des activités sportives sur le plan international (coefficient 1/2).

4° Entretien sur un cas concret (coefficient 2).

5° Connaissances sportives (technique, tactique, règlements, organisation, initiation, entraînement) (coefficient 4).

Art. 6. — Pour être déclarés reçus, les candidats devront avoir obtenu un minimum de 210 points.

Art. 7. — A titre transitoire, le diplôme de fin d'études prévu à l'article 1^{er} du présent arrêté sera délivré, sans autre formalité, aux stagiaires ayant subi avec succès les épreuves des examens de sortie du centre de formation d'éducateurs sportifs organisés en 1963, 1964 et 1965.

Art. 8. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 février 1966.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
MARCEAU CRESPIN.

JUGEMENTS D'ABSENCE

Jugements définitifs.

Par jugement en date du 15 décembre 1965, le tribunal de grande instance de Marseille a déclaré l'absence de Boucher (Emile-Jean-Baptiste-Aymard), né à Montagne-Fayel (Somme) le 27 mars 1877, fils de Boucher (Emile-Théodule) et de Poirer (Véastine-Marie), marié à Alger, le 30 août 1932, à Dame Malric (Rachel-Marie-Pauline), domicilié en dernier lieu, 6, avenue Eugène-Etienne-Télemel, à Alger, mais résidant à Paris, 26, rue de Picardie (3^e), disparu vers 1939.

Jugements préparatoires.

Rectificatif au *Journal officiel* du 19 mars 1966, page 2258, 2^e colonne, 36^e à 43^e ligne :

Par jugement en date du 21 janvier 1966, le tribunal de grande instance de la Seine a ordonné une enquête à l'effet de constater l'absence du sieur Le Masne (Henri-Joseph-Léonce), fils de Joseph-Alfred-Marie Le Masne et de Marie-Pauline-Thérèse-Henriette Lamarque, son épouse, né à Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées) le 19 mars 1919, célibataire, administrateur civil au ministère des finances, domicilié en dernier lieu à Paris, 11 bis, rue de Navarre, et disparu le 26 mars 1954 en montagne, à Breuil-Cervinia, à la frontière italo-suisse.

Par jugement en date du 22 février 1966, le tribunal de grande instance de Périgueux, département de la Dordogne, a ordonné une enquête à l'effet de constater l'absence du nommé Henri Rebeyrol, cultivateur, né à Saint-Médard-d'Excideuil (Dordogne) le 6 juillet 1866, fils de Aubin Rebeyrol et de Jeanne Cluzeau, veuf de Madeleine Parrot, domicilié en dernier lieu à La Croix-de-l'Arbre, commune de Saint-Médard-d'Excideuil (Dordogne), disparu à la date du 29 juin 1929.

Par jugement en date du 26 janvier 1966, le tribunal de grande instance de Châlons-sur-Marne a ordonné enquête à l'effet de constater l'absence du nommé Géraudé (Jean-Henri-Eugène), adjudant de l'armée française, né le 22 octobre 1923 à Châlons-sur-Marne, de Henri-Maurice et de Germaine-Marthe Persem, célibataire, domicilié en dernier lieu à Sermaize-les-Bains (Marne), fait prisonnier le 23 décembre 1948 à Kampot (Cambodge) et disparu depuis cette date.

Par jugement en date du 27 octobre 1965, le tribunal de grande instance de Marseille (Bouches-du-Rhône) a ordonné une enquête à l'effet de constater l'absence du nommé Assadour Kayadjian, fils de Kayadjan Kayadjian et de dame Eva Tchilpidjian, né à

Karpout (Turquie) en 1892, sans profession, célibataire, domicilié en dernier lieu à Marseille, rue Robert-Jean, n° 14 A, disparu au début de l'année 1961 dans des circonstances qui n'ont pu être précisées.

Par jugement en date du 4 mars 1966, le tribunal de grande instance de la Seine a ordonné une enquête à l'effet de constater l'absence de la dame Céline-Clémentine Lebon, fille d'Albert Lebon et de Clémentine-Stéphanie Monsion, son épouse, née à Joigny (Yonne) le 6 juillet 1878, divorcée d'Edmond-Léon-Eugène Eluard, domiciliée 45, rue des Artistes, à Paris, disparue en 1903.

Par jugement en date du 4 mars 1966, le tribunal de grande instance de la Seine a ordonné une enquête à l'effet de constater l'absence de Jacqueline-Marie-Thérèse Gaschard, fille d'André-Jean-Louis-Marie-Léon Gaschard et de Thérèse-Marie-Louise Herman, née à Paris (17^e) le 30 septembre 1932, mariée à Sylvain-Abel-Marie-Gabriel Gonot, domiciliée en dernier lieu à Sceaux (Seine), 31 bis, rue du Lycée, disparue le 28 juillet 1960.

Par jugement rendu le 8 septembre 1965, le tribunal de grande instance de Pau, département des Basses-Pyrénées, a ordonné une enquête à l'effet de constater l'absence du nommé Michel-Jean-Claude Tollis, né à Paris (14^e) le 22 août 1932, sans domicile connu, dont l'existence est incertaine, ayant quitté la France pour l'Angleterre en 1939 avec sa mère, Mme Simone-Félicie-Madeleine Touze, épouse divorcée en premières noces de M. Robert Tollis et épouse en secondes noces de M. Robetson.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1965-1966

Ordre du jour du jeudi 28 avril 1966.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Fixation de l'ordre du jour.
2. — Discussion du projet de loi (n° 1669) portant création du corps militaire du contrôle général des armées. (Rapport n° 1779 de M. Le Theule, au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées.)
3. — Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi (n° 1745) portant amnistie. (Rapport n° 1782 de M. Capitant, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

Document parlementaire
mis en distribution le jeudi 28 avril 1966.

N° 1775. — Proposition de loi de M. Abelin tendant à accorder le droit aux prestations en nature de l'assurance maladie à certaines veuves d'assurés sociaux (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

Documents budgétaires diffusés le 27 avril 1966.

Budgets votés de 1966 :

Postes et télécommunications.
Armées (dépenses en capital).

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Séance du mercredi 27 avril 1966.

Présents. — MM. Béraud, Berger, Bertholleau, Boinvilliers, Bordage, Caille (René), Cassagne, Chalopin, Chazalon, Cherbonneau, Cornette, Couderc, Didier (Pierre), Mlle Dienesch, MM. Ducos, Ehm (Albert), Escande, Evrard (Roger), Faure (Gilbert), Flornoy, Fourmond, Georges, Gorce-Franklin, Gouton, Hostier, Labéguerie, Mme Launay, MM. Laurent (Marceau), Lecocq, Le Gall, Le Tac, Macquet, Marquand-Gairard, Martin, Max-Petit, Meynier (Roch), Moulin (Jean), Perrin (Joseph), Ribadeau-Dumas, Richard (Lucien), Salardaine, Sallenave, Tondut, Ver (Antonin), Vitter (Pierre).

Excusés. — MM. Meck, Magne, Martin, Gasparini, Vanier, Nègre, Lepage, Delmas, Vignaux.